



Le Canada demande une enquête internationale et s'ingère dans les affaires intérieures du Venezuela

Lettre ouverte à la ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland

Par [Guy Roy](#)

Mondialisation.ca, 28 septembre 2018

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#), [Le Canada](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Loi et Justice](#), [Nations Unies](#)

Madame Freeland, l'enquête sur le Venezuela que vous réclamez avec votre gouvernement est déjà faite : c'est le Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme qui l'a effectuée.

Cette enquête conclut :

«Les problèmes (du Venezuela) sont dus, en grande partie, à la guerre économique et au blocus financier contre le Gouvernement de Nicolás Maduro».

Le document (du Haut-Commissariat) compare les sanctions et les blocus économiques modernes contre les pays aux « *sièges des villes mis en place au Moyen-Age dans l'intention des les obliger à se rendre.* »

Il est catégorique sur le fait «*qu'au Venezuela, il n'y a pas de crise humanitaire ni de crise de l'alimentation*».

D'ajouter :

« pendant ces 60 dernières années, des guerres économiques ont été livrées contre Cuba, le Chili, le Nicaragua, la République Arabe de Syrie et la République Bolivarienne du Venezuela pour faire échouer leurs économies, faciliter le changement de régime et imposer un point de vue économique néolibéral pour discréditer les Gouvernements sélectionnés. »

Pour ensuite expliquer que : « *les sanctions économiques qui touchent des populations innocentes contreviennent à l'esprit et à la lettre de la Charte des Nations Unies,* » c'est pourquoi il suggère de faire une enquête appropriée sur l'ingérence internationale au Venezuela.

Dans le cas du Venezuela, Zayas (l'auteur du rapport) assure que«*les effets des sanctions imposées par les Présidents Obama et Trump et les mesures unilatérales prises par le Canada et l'Union Européenne ont aggravé directement et indirectement la pénurie de médicaments* » et il indique que« *les sanctions économiques ont causé des retards dans la*

distribution (des aliments, des médicaments et des articles de première nécessité) et ont contribué à de nombreuses morts. » Il qualifie ces mesures de crimes contre l'humanité : « Les sanctions économiques tuent, » écrit-il.

«Ce qui se passe au Venezuela « est une crise économique qu'on ne peut pas comparer aux crises humanitaires à Gaza, au Yémen, en Libye, en République Arabe de Syrie, en Iraq, en Haïti, au Mali, en République de Centrafrique, au Soudan du Sud, en Somalie ou au Myanmar, entre autres».

«Les principes de non intervention et de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats souverains qui font partie du droit international coutumier. Aucun Etat ne peut utiliser ou encourager l'utilisation de mesures économiques, politiques ou d'une autre sorte pour contraindre un autre Etat pour obtenir de lui la subordination de l'exercice de ses droits souverains. Aucun Etat ou groupe d'Etats n'a le droit d'intervenir directement ou indirectement, pour quelque raison que ce soit, dans les affaires intérieures d'un autre Etat, quel qu'il soit. Est interdite l'intervention des Forces Armées et de toute autre forme d'interférence ou de toute tentative de menace contre l'entité de l'Etat ou contre ses éléments politiques, économiques et culturels».

Pour l'expert, la solution à la situation du Venezuela « réside dans les négociations de bonne foi entre le Gouvernement et l'opposition, la fin de la guerre économique et la levée des sanctions».

D'autre part, il appelle les pays du monde à apporter leur aide :« *La solidarité internationale envers le peuple vénézuélien devrait faciliter la libre circulation des aliments et des médicaments pour pallier la pénurie actuelle. L'aide doit être vraiment humanitaire et ne pas poursuivre des buts politiques ultérieurs* » et il ajoute que « *les Etats riches devraient faciliter l'assistance humanitaire en coordination avec des organisations neutres* » puisque« *la priorité est d'aider vraiment les Vénézuéliens en respectant la souveraineté de l'Etat.* »

Ce compte rendu du rapport est tiré du site WEB français «Le Grand Soir» que vous pouvez consulter pour plus de détails sur différentes analyses de la situation dans le monde. Les extraits sont une traduction du Blog : Bolivar Info

Source

<http://bolivarinfos.over-blog.com/2018/09/venezuela-l-onu-affirme-que-la-situation-est-due-a-la-guerre-economique.html>

La demande du Canada

Madame Freeland, vous êtes donc complètement dans les patates. Votre association avec des pays d'Amérique du Sud hostiles au Venezuela explique peut-être pourquoi le Canada n'obtiendra pas de siège au Conseil de Sécurité de l'ONU malgré une campagne agressive de votre pays. Vous et votre gouvernement vous associez aux pires réactionnaires du monde et vous vous prétendez «progressistes» du même souffle.

Dans le contexte actuel où le Tiers-Monde, émergent ou non, fait la différence sur bien des aspects de la gouvernance mondiale en terme de respect de l'indépendance des peuples et des pays, vous vous ingérez partout en donneur de leçon idéologique plutôt que d'avoir le moindre respect pour le droit international. Vous minez sous vos pieds les capacités du Canada de jouer quelque rôle «progressiste» que ce soit sur cette planète.

Tout en dénonçant le non respect des droits humains en Arabie Saoudite, vous lui vendez des armes qui sont en train de provoquer la pire crise humanitaire du siècle. Vous vous penchez sur le sort des Rohingyas et maintenez la citoyenneté d'honneur canadienne à la présidente birmane qui renonce à son autorité sur leurs tortionnaires. Vous appelez les Québécois à recevoir en concitoyens des milliers de Syriens tout en attisant, aux côtés des États-Unis, une guerre qui les fait fuir leur pays. Vous entretenez une hostilité malade envers la Russie à coup de sanctions économiques, toujours aux côtés des USA, et vous vous mettez ainsi à dos un pays dont le Tiers-Monde se souvient comme d'un intervenant majeur dans leurs luttes de libération nationale du temps de l'URSS.

Vraiment Madame Freeland, je ne comprends rien de rien à une politique étrangère du Canada qui s'attire les foudres du monde en se collant à une puissance qui nous en fait baver, à nous et au reste de la planète, et dont le président fait rire de lui à l'ONU par toute la communauté internationale. Vous coller ainsi à cette puissance déclinante n'a rien de ce qui pourrait être vu comme une amitié stratégique. Cela tient du suicide diplomatique.

Il faudra bien se demander un jour si le Canada fait partie de cette communauté internationale ou s'il se range derrière l'OTAN avec les grandes puissances qui n'ont de politique étrangère que pour les intérêts mesquins de leurs pays au détriment du sort des peuples de la planète qui aspirent pour le mieux à plus d'indépendance, moins d'ingérence et de paternalisme dans la course à l'hégémonie mondiale. Pourquoi ne pas ouvrir le chemin vers ce monde multipolaire dont on parle de plus en plus et qui suscite l'espoir dans un monde où chacun aurait une place, quel que soit le régime que le peuple choisit pour se développer ?

Si la question des droits humains devait présider à la détermination de la politique étrangère du Canada, elle devrait au moins se soumettre, dans sa promotion, à la Charte des Nations Unies qui représente à l'heure actuelle la seule règle que se sont donnée les pays pour vivre en harmonie et régler leurs conflits. Elle ne devrait en aucun cas placer la lutte idéologique libérale au-dessus du droit international tel qu'il a évolué après la Deuxième Guerre Mondiale au XXe siècle. Cela inclut le droit à l'autodétermination des peuples et le respect de leur souveraineté.

J'aspire à l'indépendance du Québec pour mon peuple, mais comme citoyen, encore malheureusement canadien, je me sens une responsabilité de partager avec vous les valeurs acquises dans ce combat et dans mon implication en solidarité internationale : que cesse l'arrogance néocoloniale des puissances occidentales devant un monde en mutation et que l'on collabore du mieux possible, par la coopération internationale, à un développement pacifique du monde. Que l'hostilité manifeste envers d'autres pays qui tentent de se développer en toute indépendance et en comptant sur eux-mêmes cesse d'être à la source des conflits entretenus par le Canada qui se règle souvent par la guerre ou des confrontations stériles dont le monde pourrait se passer pour le bien commun de la planète.

Guy Roy

Articles Par : [Guy Roy](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca